

Tou·te·s égaux·ales ?

« Liberté, égalité, fraternité ». Ces trois mots fondateurs ont été associés pour la première fois lors de la révolution française, quand les citoyens sont allés jusqu'à verser leur sang pour conquérir leurs droits. J'imagine que cet événement est une des raisons faisant de l'égalité des droits un des piliers de la société française. Et même aujourd'hui, il ne se passe pas un jour sans qu'un média n'y fasse référence.

Le Japon n'a jamais connu de révolution suivie d'une victoire aussi symbolique. La sensibilité à l'égalité parmi les Japonais est probablement différente de celle des Français et du reste du monde en raison de ce contexte historique. Cela ne veut pas dire pour autant qu'au Japon, l'égalité de droits entre les femmes et les hommes n'existe pas. Bien au contraire, l'égalité de droits est établie dans la constitution japonaise. Que ce soit en matière d'éducation, de vote, ou de travail, nous naissons toutes et tous avec les mêmes droits.

Nous pouvons également constater l'effort qu'est en train de fournir l'État pour plus impliquer les femmes dans le monde du travail. En 2013, le premier ministre Shinzo Abe a déclaré que son intention était de « créer une société où brillent les femmes ». Le gouvernement a depuis proposé une nouvelle politique pour la promotion des femmes dans les entreprises et la bureaucratie. De plus, il a mis en place des programmes qui réduisent le manque de structures d'accueil pour les enfants afin de faciliter le retour au travail. Alors, il semblerait que le Japon, en tant que société, fasse des progrès notables pour atteindre une véritable égalité femmes-hommes.

Mais soyons réaliste, si les femmes et les hommes étaient vraiment égaux au Japon, nous n'en discuterions pas aujourd'hui. Si les femmes et les hommes étaient égaux au Japon, nous ne constaterions pas un écart de rémunération de 24,5% en 2017, plaçant le Japon à la 27^e place des pays de l'OCDE, loin, très loin derrière la Roumanie ou encore la Turquie ! Si nous étions vraiment égaux, les hommes n'occuperaient pas 96,4% des postes de direction au Japon, et les femmes en politique représenteraient certainement plus que les 15,8% des élus comme c'est le cas actuellement.

En plus de ces statistiques, il existe des mots qui reflètent le sexisme dans le vocabulaire japonais. Par exemple, le mot *barikyari* pour décrire une femme qui a du succès dans sa carrière. Comme si être une femme et réussir au travail étaient deux choses incompatibles par essence. De même, lorsqu'un homme cuisine pour sa femme, nous jugeons que son *joshiryoku* est très haut. Le mot *joshiryoku* pourrait se traduire littéralement par « degré de féminité » et s'utilise pour décrire quelque chose qui est par définition, féminin. Autrement dit, un acte primaire tel que cuisiner est d'abord considéré féminin au Japon. Ce qui est le plus choquant peut-être, c'est que les mots *barikyari* et *joshiryoku* sont apparus récemment dans la langue japonaise.

Un autre phénomène montrant le sexisme au Japon est la façon dont les femmes sont traitées dans les médias. Prenons l'exemple des groupes féminins très populaires de J-pop composés de jeunes chanteuses et idoles comme les AKB48. Ces filles qui dansent et chantent en mini-jupes voire parfois en sous-vêtements, sont médiatisées et consommées comme objet de désir sexuel. Puis, lorsqu'elles deviennent trop vieilles pour les médias, c'est-à-dire avant même d'avoir atteint leurs trente ans, elles sont délaissées et remplacées par des filles plus jeunes. Dans ces groupes de jeunes idoles, c'est bien le corps féminin qui prime et non la personnalité ou le talent.

En résumé, dès qu'on s'arrête sur les statistiques, qu'on analyse le vocabulaire ou qu'on observe la médiatisation des femmes, on constate que le Japon demeure un pays sexiste sous de nombreux aspects.

Pour conclure, j'aimerais revenir sur la politique inclusive vers laquelle le Japon s'est dirigé. À bien y penser, le récit est toujours le même : le Japon fait face actuellement à une décroissance démographique sans précédent. Et si nous continuons dans la même voie, la croissance de l'économie japonaise dans son ensemble sera compromise. Compte tenu de ce qui a été dit, il me semble que le motif de ces mesures politiques est surtout économique et non pas égalitaire. Les femmes japonaises, considérées comme bassin de main d'œuvre active, ont été simplement choisies comme une « solution » à la crise démographique et économique. Par conséquent, ce ne sont pas les réformes proposées qui diminueront le sexisme que les femmes subissent quotidiennement aujourd'hui.

Hitomi FUJINO

Si nous voulons atteindre une véritable égalité entre les femmes et les hommes, et si nous voulons créer une société où les femmes brillent comme le gouvernement le réclame, il faut d'abord commencer par remettre en cause la façon dont nous réfléchissons à la question du genre. Et ceci n'est pas une chose que nous pourrions faire par une assemblée presque uniquement masculine qui ne se projette qu'à travers des enjeux économiques.

Je vous remercie pour votre attention.